

Trump en 2016 : espionné par les racailles Obama, Clinton et Biden



Geopolintel, Walt, zejournal : Émission de Sean Hannity du 24 juillet 2020. *Trump a été espionné par Obama, Biden et James Comey du FBI.* Sean Hannity revient sur les récents développements intervenus dans l'enquête portant sur le dossier *Crossfire Hurricane*, nom de l'enquête entamée frauduleusement par le FBI au cours de l'été 2016 et qui permettra aux agents du FBI de procéder officiellement à la surveillance du candidat Trump et des membres de son équipe de campagne. Les intervenants reviennent sur les derniers documents déclassifiés par John Ratcliffe et transmis au Sénat pour divulgation publique.

Le principal document est le compte-rendu d'un agent du FBI, Joe Pientka, sur le premier briefing de défense organisé en

août 2016 pour sensibiliser Trump et son équipe au risque de subversion par des officines de renseignement étrangères. Les notes de Joe Pientka montrent que sa présence dépassait de loin le seul cadre auquel il aurait dû officiellement être assigné. *Il ressort de la lecture de ce document et d'autres, qu'il a été implanté là par ses supérieurs afin d'espionner au plus près Trump et les membres de son équipe.*

Le but était de récolter des informations compromettantes révélant une collusion avec la Russie.

Or, on sait maintenant, par les multiples documents déclassifiés et divulgués ces dernières semaines, que le FBI savait pertinemment que les fondements de l'enquête Crossfire Hurricane ouverte par Comey en juillet 2016 étaient totalement inexistantes. Ils reposaient sur le fameux dossier sale, le dossier de Christopher Steele, que tout un chacun, dans les hauts échelons de la hiérarchie du renseignement, semblait savoir qu'il avait été commandé et payé par Hillary Clinton. Pientka n'aurait jamais dû être là à faire ce qu'il faisait.

Ce Joe Pientka est le même agent qui interrogera d'une manière piégeuse le général Flynn avec son collègue Peter Strzok, en janvier 2017. Tout ça est touffu et il est difficile d'en tirer des conclusions certaines.

Seul le rapport Durham pourra en donner une vision d'ensemble. Il faut espérer que les auditions démontreront de manière indiscutable le parti pris politique, *la motivation profonde de l'affaire, pour empêcher l'accession de Donald Trump au pouvoir et favoriser Hillary Clinton.* Difficile de savoir ce qui guide Trump dans le déroulé des révélations. Mais il continue à préparer l'opinion publique, petit à petit, par le biais de révélations successives. Cela permet d'alimenter un débat qui monte. Et certains médias, comme Fox News, commencent à faire pression pour que tout soit révélé rapidement. Le but recherché est de créer une situation où la population elle-même, par delà les médias traditionnels,

réclame la divulgation de toute l'affaire. Ainsi Trump ne pourra pas être accusé par le camp d'en face d'avoir saboté la campagne électorale à son profit.

Charles Gave, Walt, zejournal : *Obamagate : histoire d'un coup d'État – profond – foireux !*

Novembre 2016, Donald Trump est élu président des États-Unis à la surprise de tous les gens bien informés. De nombreuses tentatives de déstabilisation de sa campagne avaient eu lieu avant l'élection (Carter-Page, Papadopoulos, Malafort etc.). Le cas du général Flynn montre qu'il est l'homme qui devait être détruit, car il en savait trop. Tout le monde connaît Obama et Trump, mais pas la constellation de tous ceux de la clique des démocrates au pouvoir qui entouraient Obama. En voici la liste, avec leurs fonctions.

Jo Biden, Vice-Président sous Obama et candidat en 2020 contre Trump. Loretta Lynch, ministre de la Justice, secondée dans ses fonctions par Sally Yates, numéro deux du même ministère (le DOJ) qui a la tutelle sur le FBI, la police fédérale US, dont le patron était James Comey. La conseillère pour les affaires de sécurité (National Security Advisor) était Susan Rice, tandis que le chef de la CIA était John Brennan et le patron des organisations de sécurité James Clapper. Venons-en au général Michael T Flynn.

Démocrate, issu d'une famille démocrate, grand soldat, spécialiste du renseignement et de l'action psychologique, lieutenant général (général trois étoiles), il est nommé à la tête des services de renseignement de l'armée en juillet 2012 par Obama et donnera sa démission en avril 2014, *le pouvoir en place n'aimant guère ses discours sur les dangers de l'islam militant et son apparente indifférence au danger russe* (inventé).

Il rejoint la campagne de Trump pour être nommé, après l'élection, au poste prestigieux de *National Security Advisor*,

celui qui murmure à l'oreille du Président pour toutes les questions relatives à la défense et à la sécurité des USA. Le chef du service de renseignement de l'armée connaît l'endroit où les cadavres sont enterrés en Libye (Benghazi), en Ukraine, au Moyen-Orient, en Syrie avec le financement d'Isis par Hillary Clinton pour faire tomber Assad. *Il était l'homme à abattre car ses révélations pouvaient mettre en cause l'appareil du parti démocrate et en conduire certains en prison pour corruption (le fils de Biden en Ukraine).*

Et abattu, il le fut très vite, et voici comment ça s'est passé. D'abord la version officielle. En décembre 2016, le Parti démocrate se rend compte que son ordinateur central a été hacké et dit que les coupables sont les services secrets russes qui ont transmis les informations ensuite à Wikileaks qui les publie, ce qui est bien sûr une preuve que les Russes cherchaient à faire élire Donald Trump ! Curieusement, *le FBI n'a jamais eu accès à cette machine pour vérifier ces affirmations, ce qui est... étonnant et sans précédent.*

Le 12 janvier 2017, après l'élection de Trump, Ignatius, grand reporter au New-York Times, sort un dossier très compromettant sur le président Trump, qui, lors d'une visite antérieure en Russie, se serait livré à quelques fantaisies sexuelles à Moscou. Le message est clair. Poutine a suffisamment d'informations de ce type sur Trump pour forcer le nouveau président des USA à faire ce qu'il lui dira de lui faire. (une pipe ?)

Le 24 janvier, le général Flynn, qui a pris ses fonctions à la Maison-Blanche le 20 janvier, reçoit un coup de téléphone du numéro trois du FBI, Peter Strock lui demandant si lui et l'un de ses collègues peuvent passer le voir pour faire connaissance, ce qu'il accepte. Les deux compères lui posent des questions sur un coup de téléphone qu'il a donné à l'ambassadeur russe (sous écoute et le personnel du FBI en avait les minutes), et dans lequel il demandait à l'ambassadeur de faire passer le message que Trump voulait

revenir à de meilleures relations avec la Russie. Le général dit qu'il ne se souvient pas, refusant ainsi de répondre aux questions du FBI. Alors le FBI met en accusation le général pour avoir refusé de répondre au FBI lors de son entretien et il est obligé de démissionner, pour être ensuite traîné devant les tribunaux, forcé de vendre sa maison pour payer sa défense et finir par se dire coupable d'un crime qu'il n'a pas commis lorsque le FBI lui dit que s'il continue à se défendre, ils vont s'en prendre à son fils. (C'est la Tchéka et la Guépéou !)

Le cas Trump semble clos : pénétration de l'ordinateur du Parti démocrate par des Russes, dossier salace prouvant que Trump était susceptible d'être la victime d'un chantage de la part de Moscou et principal conseiller faisant des offres d'apaisement à l'ambassadeur de Russie avant d'être au pouvoir à Washington.

La messe était dite : Trump était un agent au service de la Russie.

Une commission d'enquête est demandée contre Trump par les démocrates. Le ministre de la Justice de l'époque, Session, choisi par Trump, ancien sénateur du Sud qui avait pris un verre avec l'ambassadeur Russe un an auparavant et dont nul ne saura jamais s'il était idiot, complice ou les deux à la fois, se désiste et confie le dossier au numéro deux du DOJ de l'époque, *Rosenstein, homme de l'État profond qui enclenche les mécanismes légaux qui mèneront à la création de la commission d'enquête dite Muller, ancien patron du FBI et grand copain de Comey où ne figureront que des juristes démocrates. Cette commission va empoisonner la vie de Trump pendant deux ans avant de rendre ses conclusions en 2020 en concluant qu'ils n'ont rien trouvé et qu'il n'y a rien dans le dossier, ce que tout le monde savait au bout de trois mois seulement.*

Premier coup dur pour les démocrates. Mais ce n'est que le

début. Le général Flynn change d'avocat, car le FBI veut lui coller six mois de prison ! Il demande à un avocat absolument remarquable, une femme, Sydney Powell, de le défendre, virant la grande firme d'avocats qui l'avaient fort mal défendu jusque-là.

Et cette femme fait découverte stupéfiante après découverte stupéfiante et voici les faits cités non pas dans l'ordre où elle les a découverts, mais dans leur chronologie !

1 – Elle découvre que le FBI a mis sous surveillance et sous écoute le général Flynn dès qu'il a rejoint la campagne de Trump, en mars 2016, ce qui était strictement illégal. Elle découvre que *le FBI, après neuf mois d'écoute, concluait le 4 janvier 2017 que rien ne pouvait être reproché au général et qu'il fallait fermer le dossier.* Ce à quoi, Peter Stzrock s'oppose sur ordre de Comey et le général reste sous surveillance.

2 – Elle découvre que le 5 janvier, Obama demande à Comey de ne pas dire à Trump que le général est sous surveillance car Obama n'est pas sûr que Trump ne soit pas un agent russe. Et Comey acquiesce, alors que *ni lui ni Obama n'ont la moindre preuve de quoi que ce soit contre Trump ou Flynn.* En fait, *Comey continuera à obéir à Obama et à trahir Trump ce qui est une forfaiture, jusqu'à ce qu'il soit viré par Trump.*

3 – Elle découvre qu'une réunion a eu lieu à la Maison-Blanche où sont présents Obama, Biden, Clapper, Susan Rice, Sally Yates, Brennan, Comey... et que la décision est prise à la fin de la réunion de tout faire pour faire tomber le général. Et l'ordre est donné de monter un piège pour faire tomber Flynn. Ce qui fut fait lors de la visite à Flynn du 24 janvier. On a retrouvé les notes manuscrites de l'agent qui accompagnait Stzrock lors de la visite et il voulait savoir si le but était 1) de le faire virer, 2) de le mettre en prison ou 3) de discréditer l'administration Trump. Et l'ordre, parfaitement illégal de faire cette visite, fut donné par Comey qui s'en

est vanté dans une réunion publique dans laquelle ses propos ont été enregistrés. Et c'est pendant cette visite que les deux mafieux du FBI ont piégé le général en créant un crime (refus de répondre aux questions du FBI), là où il n'y en avait pas alors que le général pensait que c'était une visite amicale.

Ils n'ont pas précisé au général quels étaient ses droits (Miranda), qu'il pouvait se faire assister d'un avocat. Qui plus est, il est légal de mentir au FBI si cela porte sur une question pour laquelle ils ne sont pas mandatés. Or ils n'étaient mandatés pour rien, ayant été envoyés par James Comey au culot. On pense à la phrase de Beria à Staline : *Désignez- moi le criminel, je me charge de prouver le crime !*

4 – Elle découvre que James Comey avait montré le dossier crapuleux le 6 janvier 2017 à Trump et à Flynn sachant qu'il était faux de bout en bout (les notes internes du FBI le prouvent après la réunion avec Obama à la Maison-Blanche) et que ce dossier monté par un agent secret anglais en poste en Russie pendant des années a été payé par le Democratic National Congress (DNC) pour 50 % et par la campagne d'Hillary Clinton pour les 50 % restants, ce que savait parfaitement Comey. Or le code électoral américain interdit de faire travailler un non-citoyen lors d'une campagne, ce qu'ont fait le DNC et Hillary Clinton.

5 – Par d'autres sources, on apprend que Comey, Clapper, Brennan & Co ont demandé la mise sous écoute d'une grande partie des équipes de Donald Trump avant et après le 20 janvier, en utilisant ce faux dossier comme justification et *ce fut fait en sachant qu'il était faux et sans en prévenir les juges qui délivraient les autorisations, ce qui est un crime passible de la prison à vie aux États-Unis.*

6 – La chambre des représentants, conduite par Schiff, un fanatique anti-Trump, a fait passer de nombreuses auditions à Comey, Brennan, Claper, Sally Yates, Susan Rice qui bavaient

ensuite sur NBC, CBS, CNN ou donnaient des articles au Washington Post ou au New York Times en assurant qu'ils avaient vu, de leurs yeux vu les preuves de la culpabilité de Trump. Les minutes officielles de ces auditions viennent d'être publiées par Richard Grenelle, le haut fonctionnaire en charge de la conservation de ces dossiers à la grande fureur de Schiff, des démocrates et des médias. *Aucune de ces personnes n'indique avoir jamais vu la moindre preuve d'une quelconque culpabilité de Trump, car cette fois-là, chacun était sous serment et risquait la prison à vie en cas de parjure.* Ce qui ne les empêchait pas de continuer de mentir dès qu'ils étaient sortis.

Le plus étonnant est pourquoi les républicains présents lors de ces auditions n'ont pas fait fuiter ces informations à leurs amis dans la presse ? *C'est que Trump n'a pas que des amis au Parti républicain et que l'État profond a soigneusement noyauté le Parti républicain, comme le sénateur Graham...*

7 – Dans son audition sous serment, le patron de CrowdStrike, la firme qui gérait l'ordinateur soi-disant hacké du Parti démocrate, *a dit qu'il n'avait aucune preuve que l'ordinateur ait été attaqué et encore moins par les Russes.* Mais alors pourquoi Julian Assange est-il encore en prison en Grande-Bretagne pour avoir été complice du viol de l'ordinateur du DNC, qui n'a probablement jamais eu lieu, et cela à la demande du ministère de la Justice des USA, ce repaire de brigands ? Assange doit être libéré tout de suite.

8 – *On sait que Jo Biden avait demandé et obtenu la mise sur écoute non pas des ennemis des USA mais de ses adversaires politiques américains, ce qui est un crime.* Et de même pour Sally Yates, Susan Rice, Clapper Brennan qui tous, et en particulier à la fin du deuxième mandat d'Obama, voulaient absolument savoir ce que préparait Trump, alors que toutes ces écoutes étaient illégales !

Déjà, le sénateur républicain Rand Paul va les convoquer tous pour qu'ils répondent à ses questions sous serment, y compris *Biden*, qui ne semble pas avoir un respect très élevé pour la loi et va devoir venir s'expliquer avant les élections, au Sénat et devant des républicains. La carrière de Biden devrait connaître un arrêt brutal et peut-être devoir passer par la case prison où il risque d'être entouré de camarades du parti.

9 – Et pour finir, le DOJ, à la demande de Sidney Powell, a retiré toutes les charges contre le général, ce qui n'empêche pas le juge Sullivan, le copain d'Éric Holder, lui-même ex-ministre de la Justice d'Obama pendant quelques années, de vouloir continuer à le juger pour un parjure qui n'a jamais eu lieu. Ce doit être le premier cas dans l'histoire des USA où le parquet dit que le prévenu est complètement innocent et qu'il a été victime d'une tentative d'assassinat judiciaire abominable et que le juge entend continuer à le juger. C'est pourquoi la Cour Suprême va devoir intervenir. Maintenant que Flynn a été innocenté, il va pouvoir parler...

Cette affaire est infiniment plus grave que le Watergate, où Nixon avait simplement essayé de couvrir maladroitement quelques bras cassés qui avaient tenté de cambrioler les locaux du DNC sans en avoir reçu l'ordre. Là, il s'agit d'une tentative de coup d'État, préparé par un groupe criminel, qui avait pris le contrôle des services secrets, du FBI et du ministère de la Justice, tous noyautés avant le changement d'administration, pour se débarrasser d'un homme qui avait gagné les élections à la loyale.

Et cette mauvaise action a été totalement couverte par ce qu'il est convenu d'appeler les médias officiels (CNN, NBC, CBS, NYT, Washington Post) qui refusent de mentionner ce qui est sans doute le plus grand scandale politique de l'histoire des États-Unis, en parlant d'une manœuvre de diversion. Seuls Fox et Breitbart se sont battus pour soutenir le Président élu sous les quolibets des bien-pensants.

Depuis le Watergate, les journalistes du monde entier se sont dit que leur rôle était de faire tomber les régimes de droite, car la droite était dans son essence mauvaise, et que pour cela tous les moyens étaient bons, y compris criminels. Pour ces journalistes aujourd'hui, la fin – détruire la droite – justifie les moyens.

Et c'est comme cela que l'État de droit disparaît. Et comme toujours, cette maladie est arrivée chez nous et quelques années après, nous souffrons encore du même mal. *Le but des journalistes est aujourd'hui purement et simplement de détruire les gens de droite, en les empêchant de s'exprimer par tous les moyens.*

Conclusion : *À quoi donc aujourd'hui reconnaît-on un journaliste de gauche (pléonasme) ? Au fait qu'il est favorable à la censure.* Il faut que ces criminels et leurs complices dans les médias passent en jugement et aillent en prison et pour très longtemps. On peut faire confiance à Barr (le nouveau ministre de la Justice), et Durham (le procureur spécial choisi par Barr qui ressemble beaucoup à Droopy le basset et qui a l'air d'en avoir la ténacité, ce Durham qui ressemble à un furet) pour terminer leurs enquêtes avant la prochaine élection présidentielle, car si Trump était battu, tout cela resterait impuni. L'été 2016 va être chaud à Washington et va durer jusqu'au début novembre, date des élections présidentielles.

La morale de cette histoire est que le président Trump a fait preuve d'une incroyable force et d'une résistance singulière pendant toute l'affaire. N'importe qui d'autre y aurait laissé sa peau et sa santé mentale !

S'il est réélu, les complotistes Clinton et en particulier la Clinton, rejoindront en prison tous les autres criminels qui se sont essayés à fomenter un coup d'État aux USA. Reste la question Obama, le comploteur en chef. Peut-être Trump le graciera-t-il par respect pour la fonction présidentielle ?

Voilà qui serait un coup mortel pour la vanité immense de ce tartuffe qui joue les petits saints à la télé.

Si tout cela est suivi de condamnations, alors l'atmosphère dans le monde sera à nouveau respirable et le danger reculera partout, *l'État profond américain ayant été détruit, ce qui, après tout, était la première promesse électorale du président Trump.*

Souhaitons que la même chose arrive en France ! (Source : Institut des Libertés)

Thierry Michaud-Nérard